

Le nouveau parlement Français et le traité européen

La campagne des élections législatives confirme celle de l'élection du Président de la République : l'Europe est la grande absente des débats. Pourtant, il ne sera pas possible d'éviter la question : aussitôt élus, les députés devront prendre position, pour les 21 et 22 juin, sur les propositions que présentera la Présidence allemande sur le traité.

Le rejet du Traité Constitutionnel a fait perdre des avancées essentielles, uniques dans la longue histoire des rapprochements des peuples, en matière européenne. Non seulement sur les questions d'organisation et de fonctionnement mais aussi et surtout en matière sociale, l'attentisme ou le refus de s'impliquer conduisent l'Europe toute entière à perdre progressivement et insidieusement du crédit au niveau mondial.

Il faut trouver une solution dans les plus brefs délais. Le temps joue contre toutes les innovations que comportait le projet de Traité et qu'une majorité de pays et de citoyens ont déjà approuvés. La vision de ces réfugiés morts en pleine mer parce que repoussés d'une frontière à une autre est insupportable et fait craindre des lendemains difficiles pour tous.

Pour la recherche, l'énergie, le climat, le terrorisme, l'immigration il nous faut rapidement des outils. Le choix est simple : où l'Europe saura prendre ses responsabilités où alors elle sera l'enjeu des grandes puissances. Le retour des positionnements de la « guerre froide » n'est possible parce que nous faisons preuve d'une grande faiblesse.

Les responsables politiques s'agitent autour de la question. Le Président de la République se démène d'une capitale à une autre... mais rien sur les propositions qui sont en débat ne transparaissent. Le nouveau Parlement élu dimanche prochain devra prendre toutes ses responsabilités. Il devra dans tous les cas informer et impliquer les citoyens.

Sauvons l'Europe Forum Poitou-Charentes ne veut pas d'un « Traité simplifié » qui en resterait à une simple formule destinée à endormir les esprits et faire croire que nous pouvons construire des grandes ambitions d'un coup de baguette magique devant un public médusé.

Nous ne voulons rien sacrifier à nos valeurs et à nos ambitions. Nous devons savoir rapidement ce qui se discute et ce qui se négocie. Au moment où le Parlement Européen se veut investit de plus de pouvoir, le Parlement Français ne peut rester à la remorque de la décision démocratique. Les Parlementaires savent déjà que de nombreuses décisions se prennent en commun, à 27 aujourd'hui, à plus demain. Il en va de notre avenir à toutes et à tous.

Au niveau national, régional et local, nos élus sont responsables de la mobilisation des citoyens. Ces derniers ne peuvent, ne doivent aussi, rester étrangers au bouleversement du monde. C'est pourquoi l'absentéisme du premier tour des législatives nous pose beaucoup de questions sur le fonctionnement de notre démocratie. Nous ne pouvons que lancer un appel pour le deuxième tour pour que le maximum de nos concitoyens se déplace pour aller voter. C'est aussi essentiel pour l'avenir de l'Europe... pour notre avenir dans l'Europe.

Les élus qui briguent un mandat national ne peuvent le faire contre la représentation Européenne. Les deux mandats sont de plus en plus et depuis longtemps liés l'un à l'autre.

Sauvons l'Europe Forum Poitou-Charentes ne baissera pas les bras. Au-delà des tactiques partisans, les nouveaux parlementaires devront se mettre rapidement au travail Européen. Nous renouvellerons autant de fois qu'il le faudra nos exigences et nous resterons vigilants.

Pour *Sauvons l'Europe – Forum Poitou-Charentes*,
France Joubert, président

